The Economy of Iran, The Dilemmas of an Islamic State.
Londres, Tauris, 2000.

Thierry Coville

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abstractairanica/5200>

DOI : 10.4000/abstractairanica.5200

ISSN : 1961-960X

Éditeur :

CNRS (UMR 7528 Mondes iraniens et indiens), Éditions de l'IFRI

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2004

ISSN : 0240-8910

Référence électronique

Thierry Coville, « *The Economy of Iran, The Dilemmas of an Islamic State*. Londres, Tauris, 2000. », *Abstracta Iranica* [En ligne], Volume 25 | 2004, document 342, mis en ligne le 15 mars 2006, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abstractairanica/5200> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abstractairanica.5200>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Tous droits réservés

The Economy of Iran, The Dilemmas of an Islamic State. Londres, Tauris, 2000.

Thierry Coville

- 1 Cet ouvrage collectif a pour objet d'analyser l'évolution de l'économie iranienne depuis la révolution. Ce livre présente notamment l'intérêt de ne pas se cantonner uniquement à une vision étroitement économiste en essayant de percevoir comment des éléments d'explication « non économiques » ont influencé le fonctionnement de l'économie iranienne. Cette démarche est à saluer car tous ceux qui, dans le champ des sciences sociales, ont travaillé sur l'Iran depuis la révolution, sentent bien qu'il est indispensable d'avoir une véritable approche pluridisciplinaire pour pouvoir présenter une vision globale et réaliste de la réalité sociale de ce pays.
- 2 Ce livre est divisé en deux parties. La première est consacrée aux politiques et aux grandes tendances macro-économiques depuis la révolution, la deuxième aux facteurs (notamment non économiques) ayant un impact sur les résultats économiques. La première partie permet donc d'établir une mise à plat des grandes évolutions économiques depuis la révolution. Il semble toutefois que les articles dans cette partie se chevauchent quelque peu. En outre, on a quelquefois l'impression que les auteurs présentent des thèses qu'ils ont déjà défendues ailleurs sans véritablement y apporter des éléments nouveaux. On aurait aimé également que les auteurs proposent leurs propres plans de réformes (exercice difficile, il est vrai) plutôt que de se contenter de critiquer ce qui a été fait. Enfin, si les auteurs ont raison de mettre en avant la situation de crise dans laquelle se trouve l'économie iranienne depuis la révolution, il aurait été également intéressant qu'ils expliquent également pourquoi ce système économique « tient » tant bien que mal depuis la révolution. Est-ce dû à la rente pétrolière, à l'économie informelle, etc.? Le premier article de Hassan Hakimian et Massoud Karshenas présente à la fois une étude des performances économiques de l'Iran comparées à celles de la Turquie et de la Corée du Sud ainsi qu'une analyse détaillée de la politique économique suivie depuis la fin de la guerre. L'analyse comparative est

intéressante mais toutefois faussée par le fait qu'il faudrait à mon sens comparer l'Iran à d'autres économies rentières et non à des économies qui ont réussi à s'intégrer à l'économie mondiale comme exportateurs de produits manufacturés. En outre, il faudrait pouvoir clairement isoler l'impact de la guerre avec l'Irak pour que ce type d'analyse comparative soit complètement valide. Toutefois, l'analyse de l'échec de la politique de l'unification de change au début des années 1990 est très claire et très complète. Le deuxième article de Hashem Pessaran porte quasiment sur le même sujet, soit l'analyse des grandes tendances économiques depuis la révolution. L'A. revient sur l'impact négatif sur l'économie depuis la révolution de facteurs tels que les nationalisations ou la surévaluation du taux de change officiel. L'A. développe un élément intéressant qui est l'affaiblissement après la révolution de l'élasticité de la demande de monnaie à la production nationale qu'il relie à l'arrêt du développement du système financier depuis le début des années 1980. On peut cependant se demander si le développement du système financier avant la révolution était « réel » et reflétait vraiment la construction d'un système financier robuste et compétitif. Un autre élément très intéressant est la mise en avant de l'incapacité du gouvernement iranien à résister aux demandes de crédits de groupes sociaux politiquement influents. Enfin, le troisième article de Sohrab Behdad est essentiellement une analyse en termes d'économie politique de l'Iran depuis la révolution. L'A. reprend là aussi des thèmes qu'il a présentés ailleurs. Il montre notamment que la période post-révolutionnaire a été caractérisé par un affaiblissement des relations capitalistes de production caractérisée par la montée des très petites entreprises industrielles et le très fort développement d'activités de services (commerces, vendeurs dans les rues, taxis, etc.). L'A. met également bien en avant les contradictions du régime qui, dans les premières années, s'est appuyé sur un discours populiste mettant en avant les déshérités, se retrouve maintenant face à la nécessité de libéraliser l'économie, ce qui pourrait miner sa légitimité. Ce problème n'est toutefois pas propre à l'Iran ou aux pays qui ont fait une révolution. On peut donc regretter que l'A. n'esquisse pas des réformes qui permettraient une transition vers une économie plus efficace.

- 3 La deuxième partie, sur les facteurs influençant les performances économiques, inclut l'article qui est sans doute le plus intéressant de l'ouvrage, celui de Suzanne Maloney, sur le rôle des fondations religieuses. Cet article très bien documenté, qui s'appuie pourtant uniquement sur des sources anglo-saxonnes, aborde un sujet capital pour comprendre l'Iran post-révolutionnaire, celui des fondations religieuses. Cet article montre bien que la création des fondations religieuses a été l'un des instruments politiques et économiques utilisés par le régime pour renforcer son propre pouvoir après la révolution, et non pas celui des hiérarchies religieuses pré-existantes. On voit bien aussi à quel point l'étude de ces fondations religieuses est révélatrice des problèmes de l'économie iranienne actuelle : l'absence de frontière claire entre le privé et le public qui permet à ces fondations de prospérer, la contradiction (et les tensions) entre les activités à caractère social de ces fondations (comme l'aide aux familles des martyrs ou des blessés de la guerre avec l'Irak) et celles à caractère économique où l'on est peu regardant sur les manières de faire du profit, les relations étroites entre les bazaris et les fondations. L'auteur met avec justesse l'accent sur le caractère clientéliste de l'Iran post-révolutionnaire et sur le fait que, dans ce système, les bazaris et les fondations sont les deux grands gagnants. Les fondations utilisent leur statut privilégié (elles ne sont pas contrôlées par l'Etat et ne paient pas d'impôts) et leur influence politique pour se développer. Le seul reproche que l'on peut faire à l'A. est le manque

d'analyse sur le mode de gestion des entreprises par ces fondations. On a le sentiment que ces fondations ont toujours eu une approche rentière de leurs activités économiques, se contentant trop souvent de monter des « coups » grâce à leurs appuis politiques sans avoir une vision entrepreneuriale. Est-ce la réalité ? Est-ce que leur gestion a été efficace dans certains secteurs au moins ? Il est vrai que répondre à ce type de question obligerait à un travail de terrain très difficile compte tenu de la volonté de ces organisations de diffuser le moins d'informations possibles. Parmi les articles de cette deuxième partie, on peut citer aussi un travail de Hassan Hakimian (*Population Dynamics in Post-revolutionary Iran : A Re-examination of Evidence*) qui a analysé les statistiques existantes sur les tendances démographiques depuis la révolution. Ce travail est très intéressant. Il est toutefois dommage qu'il n'ait pas été complété par une autre analyse sur les causes profondes de la modification des comportements démographiques (qui s'est traduit par un net ralentissement du taux de croissance de la population) après la révolution. On peut également citer deux articles sur la place des femmes dans le système économique iranien (« Women's Socio-Economic Participation and Iran's Changing Political Economy » de Valentine M. Moghadam et « The State and the Social Position of Women: Female Employment in Post-revolutionary Iran » de Parvin Alizadeh – cf. c.r. n° 299). On a l'impression que ces deux articles font un peu doublon. Cependant, plus particulièrement dans le deuxième article, on trouve beaucoup d'informations utiles sur le recul de l'emploi féminin après la révolution et sur le retard de l'Iran dans ce domaine par rapport à d'autres pays en voie de développement. Les deux articles mettent aussi l'accent sur l'amélioration de la situation depuis quelques années tout en insistant sur le fait que la discrimination à l'encontre des femmes reste forte. On ne trouve notamment encore que très peu de femmes aux postes de direction dans l'Iran d'aujourd'hui.

- 4 Au total, on a affaire à un ouvrage solide qui met bien en évidence la crise économique dans laquelle est plongée l'Iran depuis la révolution ainsi que la difficulté à réformer ce type d'économie rentière.

INDEX

Thèmes : 14.1. Iran

AUTEURS

THIERRY COVILLE

Paris